



**Préfecture des Pyrénées
Atlantiques**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

Commune de Saint-Abit

dossier n° DP 064 469 25 P0003

date de dépôt : **25 mars 2025**
demandeur : **COPROPRIETE MONVERT,**
représentée par MONTIN QUENTIN
pour : **Installation de 18 panneaux
photovoltaïques sur la toiture d'une construction
existante (hangar)**
adresse terrain : **18 RUE DE PAU, à Saint-Abit
(64800)**

**ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de l'État**

Le maire de Saint-Abit,

Vu la déclaration préalable présentée le 25 mars 2025 par COPROPRIETE MONVERT, représentée par MONTIN QUENTIN demeurant 18 RUE DE PAU, Saint-Abit (64800);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Installation de 18 panneaux photovoltaïques sur la toiture d'une construction existante (hangar) ;
- sur un terrain situé 18 RUE DE PAU, à Saint-Abit (64800) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'avis de l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) de PAU en date du 10 avril 2025 ;

Considérant que le projet consiste en l'installation de 18 panneaux photovoltaïques sur la toiture d'une construction existante (hangar) ;

Considérant que le projet est situé dans le périmètre d'un monument historique (Château d'Arros-de-Nay) ;

Considérant qu'au titre de l'article R.423-54 du code de l'urbanisme, le projet est soumis à l'avis de l'ABF .

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des recommandations de l'ABF mentionnées à l'article 2.

Article 2

« Ce projet, en l'état, est acceptable et devra suivre à minima les recommandations suivantes :
- l'implantation des panneaux solaires sera limitée en une bande homogène en partie basse de la toiture ;
- les panneaux seront traités anti-reflets »

A SAINT-ABIT
Le 23/04/2025
Le maire, Michel CABET



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocabile.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.